

Repères

Consommation des ménages et environnement

Édition 2011

Mars
2011



Ressources, territoires, habitats et logement
Énergies et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

Présent
pour
l'avenir

Service de l'observation et des statistiques

Contacts

MEDDTL - CGDD - SOeS

Sous-direction de l'information environnementale

Xavier Ghewy, Patrice Grégoire, Jean-Louis Pasquier, Alexis Roy,

Nathalie Sailleau : cgdd-orleans@developpement-durable.gouv.fr

<http://www.stats.environnement.developpement-durable.gouv.fr>

Sommaire

Introduction.....	2
Indicateurs de contexte	
Nombre et taille des ménages	4
Les dépenses de consommation des ménages	6
Indicateurs globaux	
L'empreinte eau de la consommation des ménages.....	8
L'empreinte carbone de la consommation des ménages	10
L'habitat	
L'équipement des ménages en appareils électriques et électroniques.....	12
La consommation d'espace par l'habitat	14
La consommation domestique d'eau potable.....	16
La consommation d'énergie du secteur résidentiel	18
Le chauffage par les énergies renouvelables dans les maisons neuves	20
Les émissions de CO ₂ par le secteur résidentiel.....	22
Les transports	
Les transports intérieurs de voyageurs	24
Les déplacements liés aux loisirs et aux vacances.....	26
Les ventes de voitures particulières neuves par classe d'émission de CO ₂	28
Les émissions de CO ₂ liées à la circulation des voitures particulières.....	30
Les émissions de polluants locaux liées à la circulation des voitures particulières	32
Opinion : la dépendance à la voiture pour les déplacements quotidiens	34
Opinion : l'attention portée à la provenance géographique lors des achats.....	36
L'alimentation	
L'empreinte eau et l'empreinte carbone de l'alimentation des ménages	38
La consommation de produits alimentaires issus de l'agriculture biologique	40
La consommation de boissons conditionnées	42
Les déchets	
La production et la composition des déchets des ménages	44
Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) produits par les ménages	46
Le traitement des déchets ménagers et assimilés	48
Opinion : l'attention portée aux déchets lors des achats	50
Sigles et liens utiles	52

Introduction

Ce numéro de la collection *Repères* présente une sélection d'indicateurs sur les pressions et impacts sur l'environnement associés à la consommation et aux comportements des ménages.

Cette batterie d'indicateurs, sous la responsabilité du Service de l'observation et des statistiques (SOeS), est une contribution aux travaux en cours aux échelons national et international en matière de modes de consommation et de production soutenables. Ainsi, parmi ses 9 défis stratégiques, la Stratégie nationale de développement durable 2010-2013¹ inclut le défi « Consommation et production durables », auquel contribuent également les défis « Changement climatique et énergies », « Transport et mobilité durables » et « Conservation et gestion durable de la biodiversité et des ressources naturelles ». À l'échelon européen, la Commission a élaboré en 2008 son Plan d'action pour une production et une consommation durable et une politique industrielle durable (2008), tandis que l'AEE avec l'appui du réseau Eionet a élaboré en parallèle une approche structurée d'une batterie d'indicateurs de consommation et de production durables.

La sélection d'indicateurs proposée ici est axée sur les relations entre la consommation et les comportements des ménages et l'environnement. Elle s'appuie en premier lieu sur un noyau dur constitué d'une quinzaine d'indicateurs portant sur l'habitat, les transports et l'alimentation. Ces secteurs sont reconnus dans les enceintes internationales (Commission européenne, AEE, OCDE, PNUE) comme les domaines de consommation et de production à plus forts enjeux environnementaux, les déchets faisant l'objet d'une section à part. Quelques autres indicateurs, dédiés aux énergies renouvelables ou aux produits issus de l'agriculture biologique, se situent davantage dans le domaine des réponses à certains enjeux environnementaux apportées par les ménages dans leurs consommations et comportements.

¹ Voir <http://www.developpement-durable.gouv.fr/SNDD-2010-2013-vers-une-economie.html>

Viennent compléter cette sélection :

- deux indicateurs de contexte ciblant les déterminants majeurs de l'évolution des liens entre ménages et environnement (« forces motrices ») ;
- deux indicateurs globaux de type « empreinte » de la consommation des ménages : ils intègrent la totalité de la pression sur l'environnement induite par la consommation finale des ménages en biens et services, qu'elle soit directe ou indirecte, sur le territoire national et à l'étranger (« pressions – impacts »).

Ainsi, cette sélection d'indicateurs suit, partiellement, le modèle « DPSIR »² de rapportage sur l'environnement adopté à l'échelon international. Par ailleurs, elle inclut l'un des 15 indicateurs phares faisant office de tableau de bord de la Stratégie nationale de développement durable 2010-2013, et deux des indicateurs complémentaires à ces indicateurs phares dans leur déclinaison au périmètre strictement des ménages³.

Cette batterie d'indicateurs a vocation à être périodiquement actualisée, afin de décliner davantage les pressions et impacts par catégories de ménages et par territoires.

Remarque : cette sélection d'indicateurs n'a pas l'ambition de préconiser ou même de prescrire ce que pourrait être une consommation soutenable et de revêtir ainsi un caractère normatif.

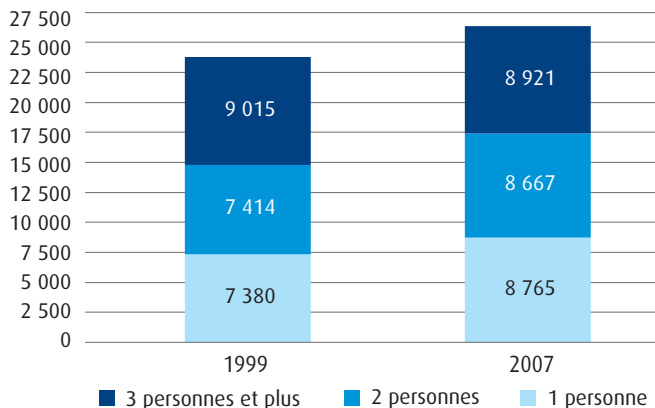
² Pour « Driving forces, Pressures, State, Impacts, Responses », soit « forces motrices, pressions, état (des milieux), impacts, réponses (apportées) ».

³ Voir <http://www.stats.environnement.developpement-durable.gouv.fr>, rubrique Indicateurs > Indicateurs de développement durable nationaux et rubrique Publications > Repères > « Les indicateurs de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013 », juillet 2010.

Nombre et taille des ménages

Nombre de ménages en France en 1999 et 2007, selon le nombre moyen d'occupants par résidence principale

En milliers



Note : France métropolitaine.

Source : Insee (Recensements de la population).

Évolution de la taille moyenne des ménages

	1968	1975	1982	1990	1999	2007
Nombre moyen d'occupants par résidence principale	3,1	2,9	2,7	2,6	2,4	2,3

Note : France métropolitaine.

Source : Insee (Recensements de la population).

Analyse

La France métropolitaine compte 26,4 millions de *ménages* en 2007, soit 80 % de plus qu'en 1960. En comparaison, la croissance démographique n'est que de 35 % au cours de la même période. Parallèlement, la taille moyenne des ménages diminue régulièrement depuis 40 ans, passant d'un peu plus de 3,1 personnes par résidence principale en moyenne en 1968 à 2,3 en 2007. Les personnes seules représentent un tiers des ménages en 2007. Depuis 1999, les ménages dont le nombre s'accroît le plus sont les ménages formés d'une seule personne (+ 19 %), d'un couple sans enfant (+ 15 %) et les familles monoparentales (+ 16 %).

Ces tendances démographiques tiennent à des facteurs tels que l'allongement de la vie, la maîtrise de la fécondité, la hausse du niveau de vie et l'individualisation des comportements...

La réduction de la taille des ménages et l'accroissement de leur nombre s'accompagnent d'une augmentation du nombre de logements, des déplacements et de la consommation courante. Il en résulte une intensification des pressions sur l'environnement, liées à la consommation d'espace et de ressources, la pollution, la production de déchets, etc.

Définition

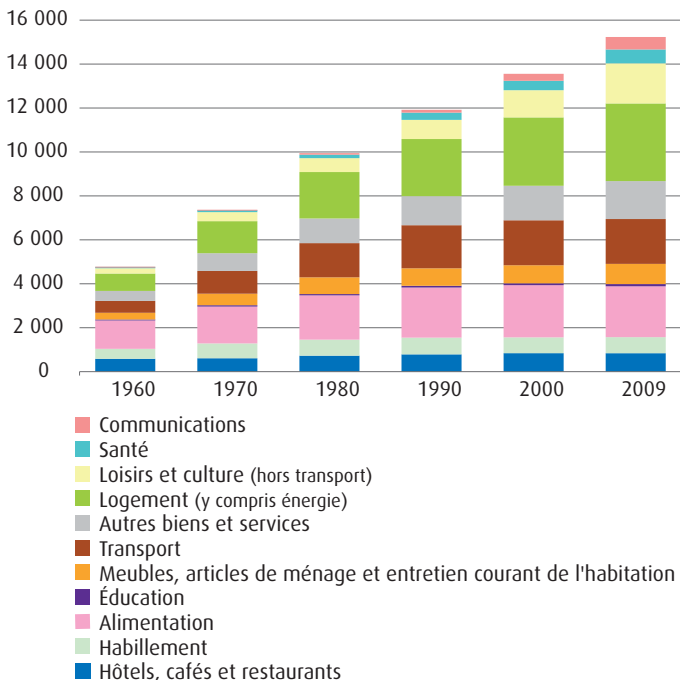
Un *ménage*, au sens du [recensement de la population](#), désigne l'ensemble des personnes qui partagent la même *résidence principale*, sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être constitué d'une seule personne. Les personnes vivant dans des habitations mobiles, les marinières, les sans-abri et les personnes vivant en *communauté* (foyers de travailleurs, maisons de retraite, résidences universitaires, maisons de détention...) sont considérées comme vivant hors *ménage*.

Voir : www.insee.fr > rubrique « Définitions et méthodes »

Les dépenses de consommation des ménages

Évolution des dépenses de consommation des ménages par poste entre 1960 et 2009

En euros par habitant (en volume*, prix chaînés, base 2000)



Note : postes de dépenses présentés suivant l'ordre de croissance le plus rapide ; * en volume : dépenses corrigées de l'effet de l'inflation ; France métropole et Dom.

Source : Insee (Comptes nationaux).

Analyse

En France, *la dépense de consommation finale des ménages* est en augmentation régulière depuis plusieurs décennies. En volume, la consommation finale des ménages par habitant a été multipliée par 3,2 depuis 1960. Dans le même temps, les modes de consommation ont sensiblement évolué : la part de l'alimentation dans les dépenses totales a diminué de 20 % en 1960 à 13 % en 2009 ; la part du logement a augmenté (de 17 à 23 %), de même que celles du transport, de la communication, des loisirs et de la santé. En 2009, l'alimentation représente le second poste de dépenses des ménages français, après le logement. Les dépenses de communication et de santé sont celles qui ont le plus augmenté entre 1960 et 2009.

Ces changements donnent lieu à un accroissement des pressions sur l'environnement, car le volume de biens et services consommés augmente et les dépenses s'orientent vers des catégories à fort impact environnemental : le transport en voiture et en avion, le logement (principalement la construction et la consommation d'énergie), les loisirs et déplacements liés, les produits TIC à fort renouvellement... Bien que sa part dans les dépenses des ménages soit en diminution, l'alimentation est également source d'impacts environnementaux importants (voir pages 8 et 10).

Définition

La dépense de consommation des ménages recouvre les dépenses consacrées par les ménages à l'acquisition de biens et de services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains « individuels ». Cette dépense se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé, d'éducation, de **logement** restant à leur charge, après remboursements éventuels.

Voir : www.insee.fr > rubrique « Définitions et méthodes »

L'empreinte eau de la consommation des ménages

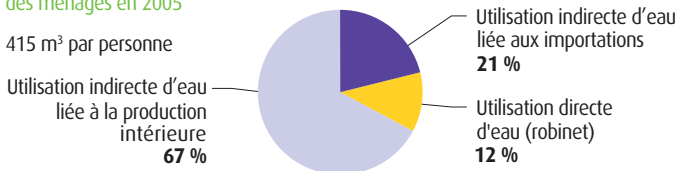
Définition

L'*empreinte eau* est un indicateur destiné à caractériser la pression sur l'environnement liée au niveau de vie d'une population, en termes de quantité d'eau utilisée directement ou indirectement (par exemple pour le refroidissement des centrales électriques, ou pour l'irrigation...). Elle correspond à la satisfaction d'usages finaux : la consommation des ménages, celle des administrations publiques et l'investissement (équipements des entreprises, infrastructures...). Son calcul porte ici sur les prélèvements d'eau de l'année 2005⁴. Il est issu des comptes de type Namea (National Accounting Matrix including Environmental Accounts) élaborés par le SOeS. Pour la France, l'*empreinte eau* totale s'élève à 550 m³ par personne en 2005. La consommation des ménages est responsable des trois quarts de cette empreinte.

Analyse

En 2005, l'*empreinte eau* de la consommation finale des ménages est estimée à 415 m³ d'eau prélevée par personne et par an. 12 % de celle-ci résultent directement de la consommation d'eau du robinet. Deux tiers sont liés à la production intérieure de biens et services destinée à la consommation des ménages français. Les 21 % restant sont associés à la production des biens importés. Lorsque l'on comptabilise uniquement l'eau consommée (déduction faite de l'eau restituée au milieu naturel), l'*empreinte eau* de la consommation des ménages est d'environ 100 m³/pers./an, contre 415 m³ pour l'eau prélevée.

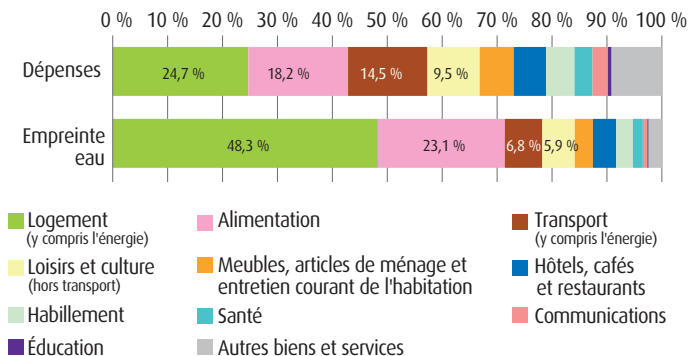
Les composantes directes et indirectes de l'empreinte eau* de la consommation des ménages en 2005



Note : *eau prélevée.

Source : agences de l'Eau – FP2E – Ineris – Insee. Traitements : SOeS.

Répartition de l'empreinte eau* par poste de consommation des ménages en 2005



Note : *eau prélevée.

Source : agences de l'Eau – FP2E – Ineris – Insee. Traitements : SOES.

Le logement et l'alimentation sont les deux principaux postes de l'empreinte eau des ménages français en 2005, sur l'ensemble des usages directs et indirects de l'eau. Ils couvrent 71 % de l'empreinte, alors qu'ils ne représentent que 43 % de la dépense totale des ménages.

L'empreinte eau du logement correspond pour 25 % aux usages sanitaires. Les 75 % restant résultent indirectement de l'eau utilisée pour la production d'énergie (principalement le refroidissement des centrales électriques).

L'empreinte eau de l'alimentation correspond pour 10 % seulement à la consommation d'eau du robinet (boisson, préparation des repas, vaisselle). Les 90 % restant sont liés aux étapes de production des biens alimentaires, principalement au stade agricole (irrigation, voir page 38).

L'ensemble des autres biens et services consommés par les ménages, qui absorbent 57 % de leurs dépenses, sont à l'origine de 29 % de l'empreinte eau.

⁴ L'empreinte des biens agricoles et forestiers inclut uniquement l'irrigation et ne comptabilise pas l'eau disponible dans le sol directement absorbée par les plantes. L'utilisation d'eau associée aux importations est estimée ici en supposant que les biens et services importés sont produits dans les mêmes conditions qu'en France.

L'empreinte carbone de la consommation des ménages

Définition

L'*empreinte carbone* est un indicateur destiné à caractériser la pression sur l'environnement liée au niveau de vie d'une population, en termes d'émissions de gaz à effet de serre (GES), qu'elles soient directes ou indirectes (par exemple celles de l'élevage et des cultures pour l'alimentation...). Elle correspond à la satisfaction d'usages finaux : la consommation des ménages, celle des administrations publiques et l'investissement (équipements des entreprises, infrastructures...). Son calcul porte ici sur les 3 principaux GES (CO_2 , CH_4 et N_2O) exprimés en tonnes équivalent CO_2 (teq. CO_2) pour l'année 2005. Il est issu des comptes de type Namea (National Accounting Matrix including Environmental Accounts) élaborés par le SOeS. L'empreinte carbone totale de la France s'élève à 12 teq. CO_2 /personne en 2005. La consommation des ménages est responsable de 74 % de cette empreinte.

Analyse

En 2005, un quart de l'*empreinte carbone* de la consommation finale des ménages résulte directement de leur consommation de combustibles, pour le transport et le chauffage (voir pages 22 et 30). Un tiers concerne la production intérieure de biens et services destinée à la consommation des ménages français. La part restante (43 %) est liée à la production et au transport des importations.

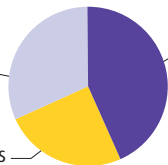
Les composantes directes et indirectes de l'empreinte carbone de la consommation des ménages en 2005

8,8 teq. CO_2 par personne

Émissions indirectes liées à la production intérieure
32 %

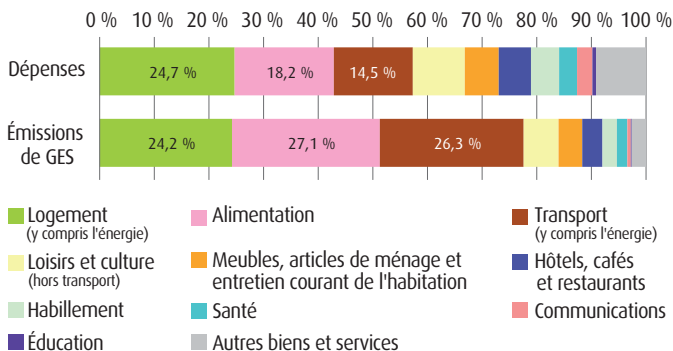
Émissions directes des ménages (voiture, habitat)
25 %

Émissions indirectes liées aux importations
43 %



Note : * empreinte calculée pour 3 principaux gaz à effet de serre (CO_2 , CH_4 et N_2O) ; France métropole.
Source : AIE – Citepa – Douanes – Eurostat – Insee. Traitements : SOeS.

Répartition de l'empreinte carbone par poste de consommation des ménages en 2005



Note : * empreinte calculée pour 3 principaux gaz à effet de serre (CO_2 , CH_4 et N_2O) ; France métropole.
 Source : AIE – Citepa – Douanes – Eurostat – Insee. Traitements : SOeS.

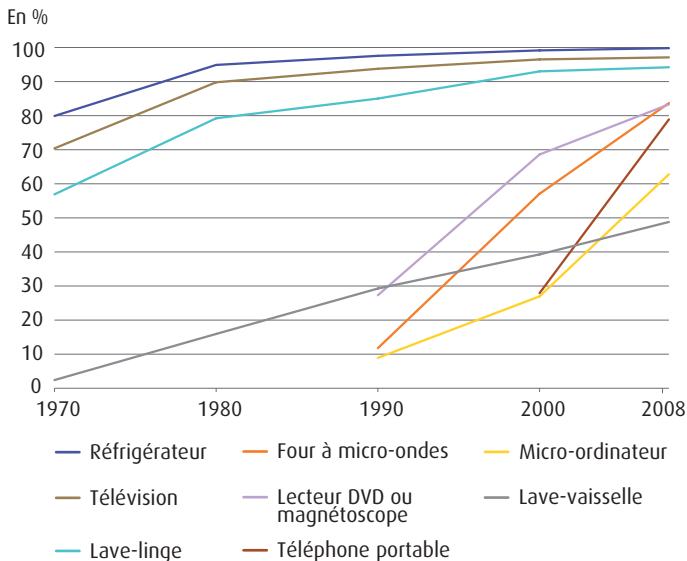
Si l'on considère l'ensemble des émissions directes et indirectes, les trois principaux postes responsables de l'empreinte carbone de la consommation des ménages en 2005 sont le transport, le logement et l'alimentation. Ils couvrent 78 % de l'empreinte, alors qu'ils ne représentent que 57 % de la dépense totale des ménages.

Le transport et le logement incluent les émissions directement liées à la consommation de combustibles par les ménages, qui représente 13 % du montant de la dépense, mais 25 % des émissions. Les émissions de l'alimentation proviennent des étapes de production des biens alimentaires (agricoles et industrielles).

L'ensemble des autres biens et services consommés par les ménages, qui absorbent 43 % de leurs dépenses, sont à l'origine de 23 % des émissions. Cependant, les émissions des déplacements associées à la consommation de ces biens et services ne sont pas affectées à ces postes. C'est notamment le cas des loisirs (voir page 26).

L'équipement des ménages en appareils électriques et électroniques

Évolution du taux d'équipement des ménages pour quelques appareils électriques et électroniques



Source : Insee.

Analyse

L'équipement des ménages français en appareils électriques et électroniques a connu une évolution spectaculaire ces dernières années, qui est à l'origine d'une hausse de la consommation d'énergie dans l'habitat (voir page 18), ainsi que des déchets produits par les ménages (voir page 46).

Depuis les années 90, la baisse des prix des biens et les innovations technologiques favorisent la diffusion de produits nouveaux, le renouvellement accéléré des appareils et le multi-équipement dans les foyers.

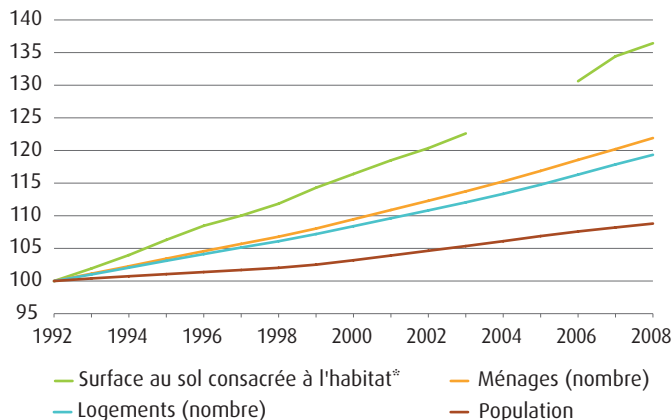
Si les ménages disposent presque tous depuis les années 90 d'un réfrigérateur et d'un téléviseur, la composition du parc a beaucoup changé. Les nouveaux appareils sont parfois plus consommateurs d'énergie : réfrigérateurs plus gros, téléviseurs à plus grand écran...

Le taux d'équipement des ménages en appareils multimédia s'est fortement accru ces dernières années, marquées par l'envolée des services de communication, notamment Internet. Les appareils nomades incluant un chargeur (MP3, ordinateurs portables, smart phone...) connaissent un essor considérable. Par ailleurs, de nombreux autres types d'appareils se diffusent au sein des habitations, tant à la cuisine (petit électroménager) qu'au salon (lecteurs DVD, consoles de jeux, climatiseurs...).

La consommation d'espace par l'habitat

Surface consacrée à l'habitat et population

En indice base 100 en 1992



Note : * « surface au sol consacrée à l'habitat » (enquêtes Teruti et Teruti-Lucas) : rupture de série entre 2003 et 2006 ; France métropole.

Source : Insee – ministère de l'Agriculture et de la Pêche, SSP-Agreste (enquêtes Teruti et Teruti-Lucas).

Analyse

En 2008, l'habitat individuel et collectif, y compris les jardins familiaux et les résidences secondaires, occupe 4 % du territoire national, c'est-à-dire 2,3 millions d'hectares, soit environ 855 m² par ménage. Cela représente presque la moitié des sols artificialisés. L'autre moitié comprend les zones industrielles et commerciales, les routes, les chantiers, les espaces verts... L'artificialisation des sols est un phénomène pour l'essentiel irréversible, responsable du recul des terres arables et des milieux naturels, de la perturbation du cycle de l'eau, du mitage des paysages et de la fragmentation des écosystèmes.

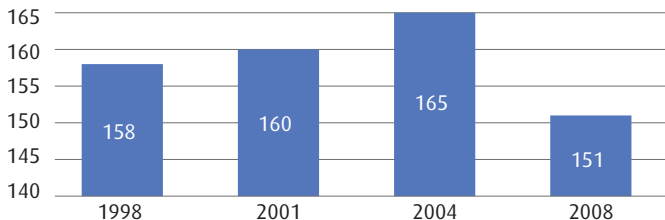
La surface occupée par l'habitat a augmenté environ 5 fois plus vite que la population au cours des deux dernières décennies. Cette pression accrue sur les sols et l'espace s'explique par la conjugaison de plusieurs facteurs : l'augmentation du nombre de ménages (voir page 4), l'agrandissement des logements et des espaces attenants, ainsi que l'essor de l'habitat individuel, en particulier dans les zones rurales.

En 2008, le parc résidentiel métropolitain compte 32,1 millions de logements, dont 27 millions de résidences principales, constituées à 57 % de maisons individuelles. Le nombre de logements a augmenté de 25 % en 20 ans. En 2008, il faut 515 logements pour loger 1 000 habitants, contre 323 logements en 1968. L'intérêt suscité par l'habitat individuel, plus consommateur d'espace, s'est renforcé ces dernières années : 61 % des logements construits en moyenne annuelle entre 2000 et 2007 sont des maisons individuelles, contre 25 % en 1960 et 50 % au début des années 90.

La consommation domestique d'eau potable

Évolution de la consommation domestique d'eau potable en France

En litres par jour et par habitant



Note : France métropole et Dom ; données 2008 provisoires.

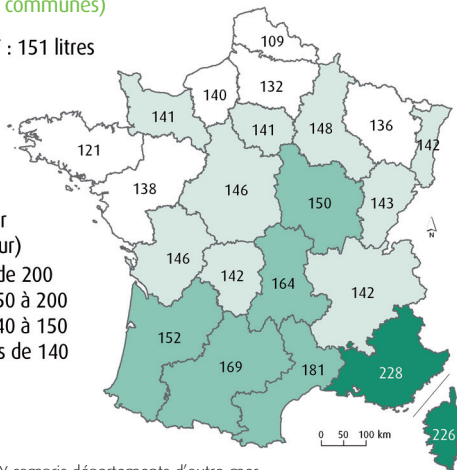
Source : SOeS – SSP-Agreste (enquêtes Eau 1998, 2001, 2004 et 2008).

Consommations régionales d'eau par habitant et par jour en 2008
(toutes communes)

France* : 151 litres

(En l par
hab./jour)

- Plus de 200
- De 150 à 200
- De 140 à 150
- Moins de 140



Note : * Y compris départements d'outre-mer.

Source : SOeS – SSP-Agreste, enquête Eau 2008 – Insee, Recensement de la population – © IGN, GEOFLA®, 2006.

Analyse

En 2008, la *consommation domestique d'eau potable* s'élève à 3,5 milliards de m³. La consommation domestique d'eau potable est passée de 165 litres par jour et par habitant en 2004 à 151 litres en 2008, soit une baisse de 2,2 % par an en moyenne. Cette diminution sensible intervient après une augmentation modérée de la consommation entre 1998 et 2004 (+ 0,6 % par an en moyenne).

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette baisse. Entre 2004 et 2008, le prix moyen de l'eau a augmenté plus vite que le prix des produits de consommation, conduisant les ménages à être plus attentifs au montant de leur consommation. Les comportements des ménages, sensibilisés par des campagnes incitant à sauvegarder la ressource, ont également évolué. La récupération des eaux de pluie est ainsi une pratique de plus en plus répandue. Le renouvellement progressif des équipements sanitaires et électroménagers, de plus en plus économes, y contribue également. Par ailleurs, les restrictions d'usages par arrêtés préfectoraux ont été plus fréquentes ces dernières années. Enfin, la rénovation et la surveillance du réseau contribuent à diminuer les pertes d'eau, qui représentent 22 % des volumes d'eau distribués.

La consommation d'eau par habitant baisse dans l'ensemble des régions mais reste variable d'une région à l'autre, en raison de facteurs tels que le climat, l'importance de l'habitat individuel, l'existence de piscines et de jardins, le tourisme...

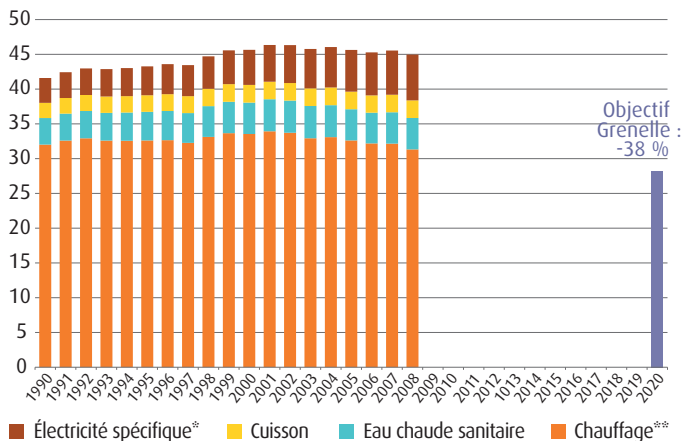
Définition

La *consommation d'eau potable* est dite *domestique* par opposition à la consommation des usagers exerçant des activités industrielles et agricoles. Elle se rapproche de celle des ménages, mais elle comprend également une part relative aux petites entreprises.

La consommation d'énergie du secteur résidentiel

Consommation d'énergie finale par usage dans le résidentiel

En millions de tonnes équivalent pétrole



Note : * Électricité nécessaire pour les services qui ne peuvent être rendus que par l'usage de l'énergie électrique, tels que l'éclairage et l'électroménager. Elle ne prend pas en compte l'eau chaude, le chauffage et la cuisson, qui peuvent utiliser différents types d'énergie.

** Corrigé des variations climatiques, c'est-à-dire calculé en tenant compte d'un indice de rigueur climatique, permettant d'obtenir la consommation correspondant à des conditions climatiques « normales ».

Source : Ceren.

Analyse

La maîtrise de la consommation d'énergie est un enjeu majeur du développement durable, en particulier dans la lutte contre le changement climatique, à travers l'atteinte du « facteur 4 » (Grenelle de l'environnement), qui vise à diviser par 4 les émissions annuelles de gaz à effet de serre d'ici 2050.

En 2008, le secteur résidentiel a consommé 45 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep), soit un tiers de l'énergie finale consommée en France. Entre 1985 et 2008, la consommation d'énergie domestique a progressé de 19 %, sous l'effet conjugué de l'accroissement du nombre de logements et du taux d'équipement des ménages en appareils électriques et électroniques (voir page 12).

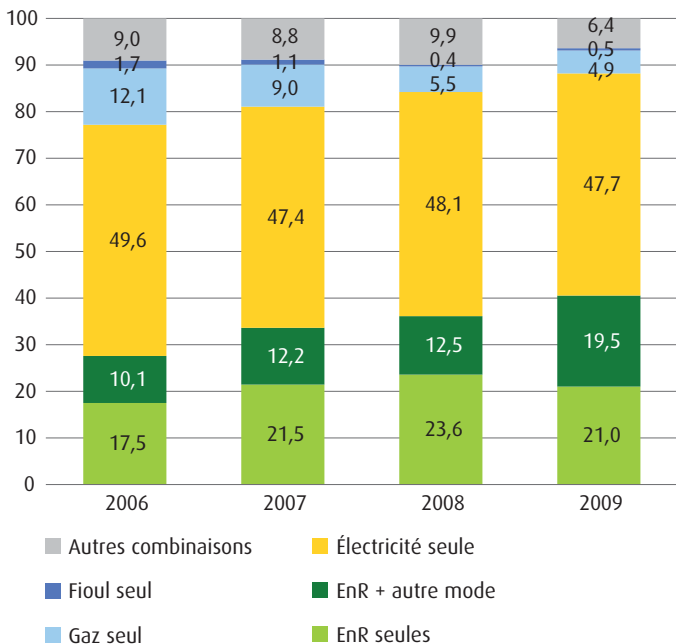
Le chauffage est l'usage énergétique dominant des logements, avec 70 % de la consommation totale en 2008. Depuis 2000, on constate une légère baisse de la consommation d'énergie pour le chauffage. Cette baisse est attribuable au renforcement de la réglementation thermique dans la construction neuve et aux travaux réalisés dans les logements existants, soutenus notamment par les déductions fiscales mises en place.

L'électricité spécifique, c'est-à-dire hors chauffage, eau chaude et cuisson, est le second poste de consommation d'énergie dans l'habitat et celui dont la croissance est la plus forte. La consommation d'électricité pour les usages spécifiques a été multipliée par 2 entre 1985 et 2008, en raison de la progression de l'équipement électrodomestique : électroménager, multimédia, climatisation... (voir page 12). La multiplication des appareils dans les habitations a plus que compensé l'amélioration de la performance énergétique de nombreux appareils électroménagers.

Le chauffage par les énergies renouvelables dans les maisons neuves

Modes de chauffage envisagés dans les maisons individuelles neuves*

En %



Note : * Ensemble des permis délivrés à des particuliers pour la construction d'une maison individuelle ; France métropole.

Source : SOeS (enquête sur les prix des terrains à bâtir).

Analyse

Les énergies renouvelables (EnR) sont en pleine progression dans le secteur du logement. En effet, afin de contribuer à la diminution par 6 des émissions de CO₂ par m² requise pour l'atteinte du « facteur 4 » à l'horizon 2050, elles sont progressivement introduites comme références dans les réglementations thermiques successives (2005 puis 2012).

En 2009, le chauffage utilisant des énergies renouvelables (géothermie, photovoltaïque, pompe à chaleur, bois) est choisi par 41 % des particuliers qui ont fait bâtir une maison. Le recours aux EnR pour le chauffage a progressé de 50 % entre 2006 et 2009 dans le logement neuf individuel.

Le facteur qui a le plus d'influence sur le choix d'un chauffage par EnR est le type de professionnel qui coordonne la construction de la maison. La proportion de maisons chauffées aux EnR est plus faible lorsqu'elles sont bâties par un constructeur que lorsque le particulier a recours à un autre type de professionnel (architecte, entrepreneur, artisans).

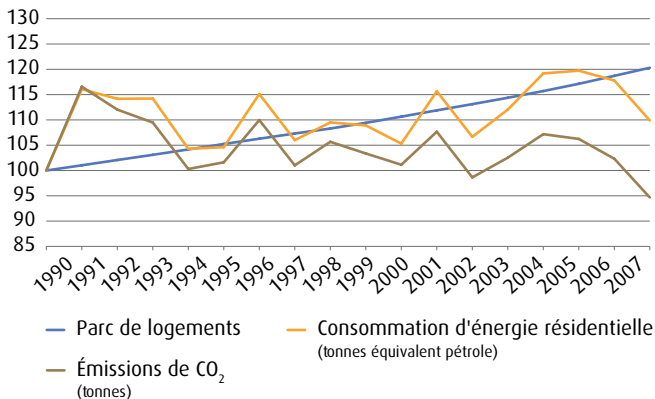
L'accès au chauffage par énergie renouvelable est conditionné par les moyens financiers du ménage qui construit. Il est en effet associé à des maisons de surface importante, sur des terrains de grande superficie et au prix relativement élevé. Il est plus fréquent chez les agriculteurs exploitants (57 % en 2009) et parmi les cadres supérieurs et professions intellectuelles (48 %).

La part des maisons neuves chauffées par énergie renouvelable en 2009 dépasse 45 % en Franche-Comté, Alsace, Rhône-Alpes, Auvergne, Lorraine et Provence – Alpes – Côte d'Azur.

Les émissions de CO₂ par le secteur résidentiel

Consommation d'énergie finale et émissions de CO₂ dans l'habitat

En indice base 100 en 1990



Note : données non corrigées du climat ; France métropolitaine.

Source : Citepa – SOeS – Insee.

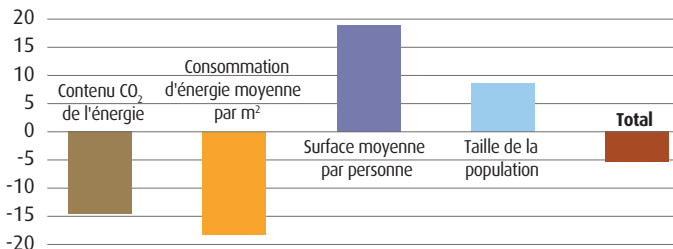
Analyse

L'énergie consommée dans les logements entraîne l'émission de 83,2 millions de tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) en 2007, soit 19 % des émissions nationales. Entre 1990 et 2007, les émissions totales de CO₂ du parc de logements ont diminué de 5 %, alors que celui-ci a augmenté de 20 %. Ce progrès est lié à la substitution progressive du fioul par le gaz (à moindre contenu carbone) et l'électricité. Il résulte également de l'amélioration de l'efficacité énergétique des logements, obtenue par les différentes réglementations thermiques relatives à la construction neuve et les incitations fiscales en faveur de travaux d'isolation ou d'équipements moins énergivores.

Toutefois, les économies d'énergie liées au progrès technique ont été en grande partie neutralisées par l'augmentation du nombre de logements, occasionnée par la croissance démographique et la baisse du nombre de personnes par ménage (voir page 4). À cela s'ajoute la recherche d'un plus grand confort se traduisant par une hausse de la surface moyenne occupée par personne et de la température moyenne des pièces.

Facteurs d'évolution des émissions de CO₂ dans l'habitat entre 1990 et 2007

En % de la quantité totale en 1990



Note de lecture : la baisse globale de 5 % des émissions de CO₂ dans l'habitat entre 1990 et 2007 résulte de plusieurs facteurs qui ont joué en sens opposé : l'effet à la baisse lié au contenu carbone de l'énergie et à la consommation d'énergie par surface a été partiellement annulé par l'effet à la hausse de la surface moyenne par personne et de la taille de la population.

Note : données non corrigées du climat ; France métropolitaine.

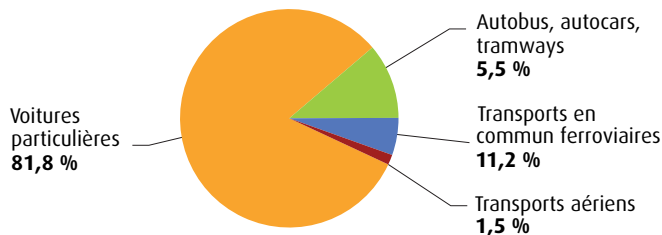
Source : Citepa – SOeS – Insee.

Définition

Les données d'émissions de CO₂ de l'habitat sont issues des comptes d'émissions atmosphériques de type Namea (National Accounting Matrix including Environmental Accounts), établis par le Citepa pour le SOeS. Ces comptes permettent d'analyser les facteurs d'évolution des pressions exercées par les activités économiques sur l'environnement. L'étude porte sur la période 1990-2007 et concerne la consommation d'énergie et les émissions de CO₂ liées au chauffage, à la production d'eau chaude sanitaire et à la cuisson (y compris bois). Les émissions liées à la production d'électricité ne sont pas comptabilisées ici.

Les transports intérieurs de voyageurs

Part modale des transports intérieurs de voyageurs en 2008

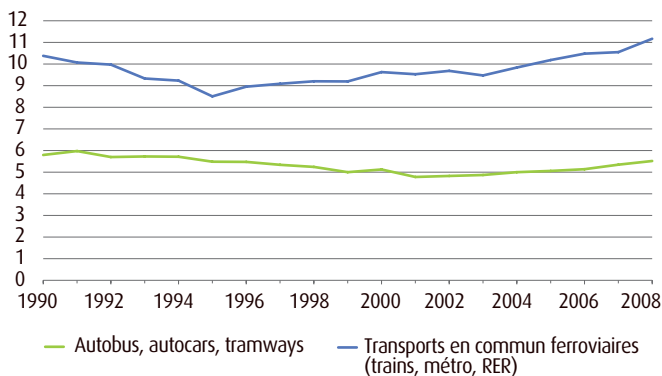


Note : déplacements en voyageurs-km ; France métropole.

Source : SOeS (rapport CCTN), 2010.

Évolution de la part modale des transports intérieurs en commun terrestres

En %



Note : déplacements en voyageurs-km ; France métropole.

Source : SOeS (rapport CCTN), 2010.

Analyse

Le développement des transports, notamment routier et aérien, a de nombreux impacts environnementaux et sanitaires. Les transports contribuent à la consommation de ressources et d'espace, à la fragmentation des espaces naturels, aux émissions sonores, ainsi qu'aux émissions de polluants et de gaz à effet de serre.

Les distances parcourues par les Français se sont fortement allongées depuis les années 80 (+ 50 %). Entre 1990 et 2004, les transports intérieurs de voyageurs ont augmenté de 23 %. Ils se sont ensuite stabilisés et représentent 882 milliards de voyageurs-km en France en 2008.

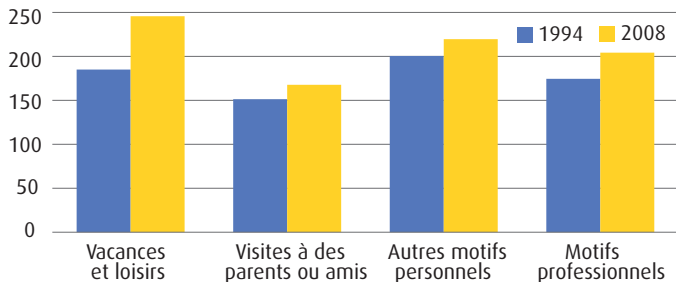
La voiture est le moyen de transport le plus utilisé pour le transport de personnes (82 % de l'ensemble), mais la part des transports en commun augmente lentement. Notamment, après une baisse continue jusqu'en 1995, la part du rail a augmenté jusqu'à atteindre 11 % en 2008 (contre 8,5 % en 1995). De même, la part des transports en commun routiers augmente lentement depuis 2001, pour atteindre 5,5 % du total en 2008 (contre 4,8 % en 2001). De 1995 à 2008, le transport ferroviaire est le mode de transport qui a le plus augmenté avec une hausse de + 55 % en voyageurs-km, contre + 13 % pour l'automobile au cours de la même période. Le transport ferroviaire a bénéficié du soutien des régions aux trains express régionaux, de la mise en place d'horaires cadencés et de la montée de l'offre de trains à grande vitesse.

Après une forte hausse dans les années 90, le transport aérien intérieur métropolitain de voyageurs est en net recul de 2000 à 2004, pour se stabiliser ensuite. Au total, il recule de - 13 % entre 2000 et 2007. Ce fort fléchissement s'explique par le développement des TGV et de la concurrence qu'il exerce alors sur l'aérien.

Les déplacements liés aux loisirs et aux vacances

Évolution des distances parcourues selon les motifs entre 1994 et 2008

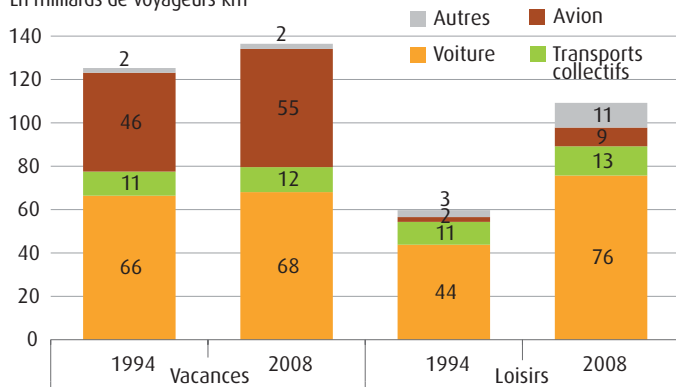
En milliards de voyageurs-km



Source : SOeS – Inrets – Insee (enquêtes Transports 1994 et 2008).

Répartition modale des distances parcourues pour les vacances et les loisirs, en 1994 et 2008

En milliards de voyageurs-km



Source : SOeS – Inrets – Insee (enquêtes Transports 1994 et 2008).

Analyse

Entre 1994 et 2008, les déplacements liés aux loisirs et aux vacances ont augmenté plus rapidement (+ 33 %) que la mobilité totale (+ 17 %). Les distances parcourues pour les loisirs se sont allongées de 83 % et celles parcourues pour aller en vacances de 9 %.

En 2008, les loisirs et les vacances constituent le premier motif de déplacement des ménages, avec 30 % des distances parcourues. En incluant aussi les visites à des parents ou amis, ces déplacements représentent la moitié de la mobilité globale des ménages.

Les trajets liés aux loisirs sont principalement réalisés en voiture (pour 69 % en 2008), et assez peu par les transports collectifs (12 %). Entre 1994 et 2008, les distances parcourues en voiture sont en nette augmentation (+ 73 %). Les déplacements relatifs aux vacances sont effectués en voiture pour 53 % et en avion pour 36 %. Entre 1994 et 2008, la tendance est à une stabilisation des déplacements en voiture et à une progression sensible de l'avion (+ 20 %).

L'augmentation des déplacements liés aux loisirs et aux vacances représente de ce fait un enjeu environnemental important, en termes d'émissions de gaz à effet de serre et autres polluants atmosphériques.

Définition

Les données présentées ici portent sur la mobilité globale des personnes, c'est-à-dire les déplacements locaux (dans un rayon de 80 km autour du domicile et sur le territoire national) et longue distance (à plus de 80 km, y compris à l'étranger). Elles sont exprimées ici en voyageurs-kilomètres.

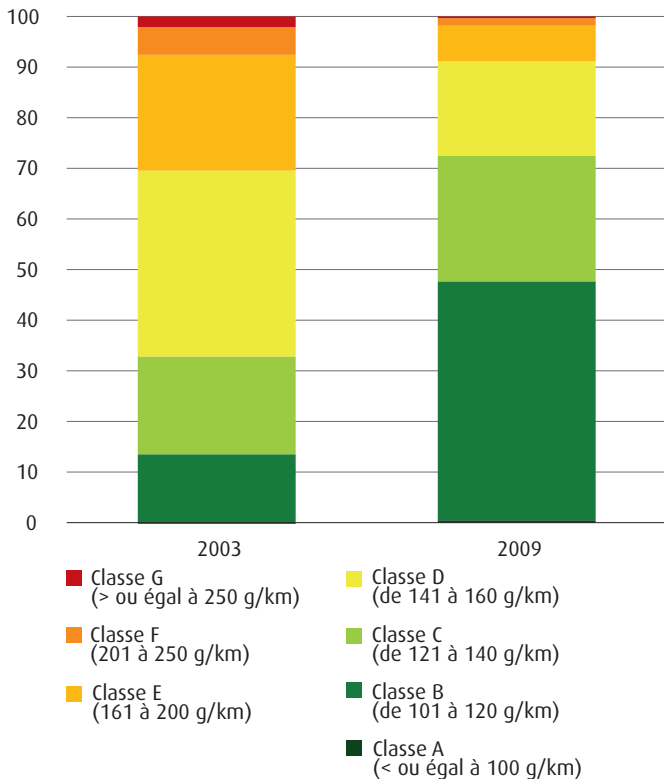
Les motifs de déplacement : motifs professionnels (vers un lieu de travail, réunions, formations...) ; autres motifs personnels (achats, soins, études...) ; loisirs (activités associatives, sportives, culturelles...).

Les modes de déplacement : transports collectifs (train, RER, métro, tramway, autobus, navette fluviale...) ; autres modes (deux-roues motorisés, bicyclette, marche à pied, autres...).

Les ventes de voitures particulières neuves par classe d'émission de CO₂

Répartition des ventes de voitures particulières neuves par classe d'émission de CO₂

En %



Note : France métropolitaine.

Source : SOeS (fichier central des automobiles).

Analyse

La moyenne des émissions de CO₂ des véhicules neufs vendus en France est de 134 g de CO₂ par km en 2009, soit une baisse de 6 g en un an et de 15 g en deux ans. Entre 2001 et 2007, ce chiffre n'avait baissé que de 1 g par an.

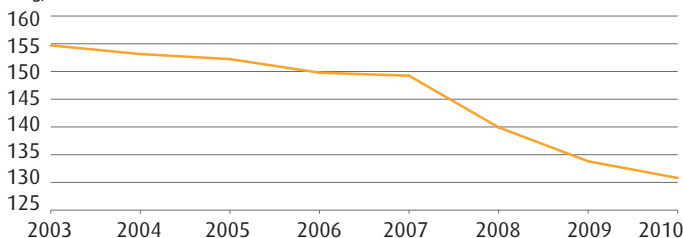
Les véhicules neufs émettant moins de 120 g de CO₂ par km représentent la moitié des ventes de voitures particulières en 2009, contre 14 % en 2003. Les trois quarts des véhicules vendus en 2009 ont des émissions inférieures à 140 g/km (classes vertes A, B ou C de l'étiquette énergie/CO₂), contre 33 % en 2003.

L'instauration du dispositif de bonus/malus écologique début 2008 a fortement contribué à orienter l'achat de véhicules particuliers vers des modèles économes en énergie et moins émetteurs de CO₂.

Cette diminution significative des émissions de CO₂ résulte aussi des progrès technologiques réalisés par les constructeurs automobiles qui ont développé leur offre de véhicules à faibles émissions de CO₂. En 2009, 1 156 modèles de voiture étaient proposés en France avec un bonus écologique (moins de 130 g/km), contre 641 en 2008, et 500 en 2007.

Émissions moyennes de CO₂ des voitures particulières neuves vendues

En g/km



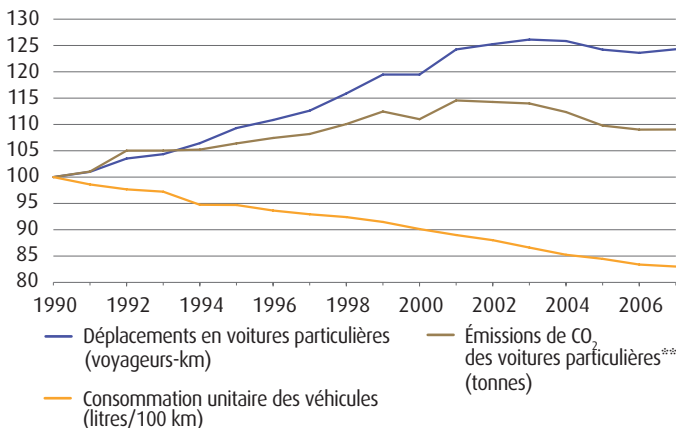
Note : pour l'année 2010, ventes du premier semestre, France métropolitaine.

Source : SOeS (fichier central des automobiles).

Les émissions de CO₂ liées à la circulation des voitures particulières

Évolution comparée des déplacements, des consommations et des émissions des voitures particulières*

En indice base 100 en 1990



Note : * Les voitures particulières comprennent principalement les véhicules des ménages, mais aussi les véhicules de sociétés ; ** y compris les agrocarburants ; France métropolitaine.

Source : SOeS (rapport CCTN) – Citepa, 2010.

Analyse

Entre 1990 et 2007, les émissions totales de CO₂ des voitures particulières ont augmenté de 9 %. Dans le même temps, la circulation s'est accrue de 24 %. Ce découplage relatif résulte principalement de l'amélioration de l'efficacité énergétique des véhicules et de la diésélisation du parc. En effet, la consommation unitaire moyenne de carburant a diminué de 8,2 litres/100 km en 1990 à 6,8 en 2007. Cependant, les progrès techniques sont en grande partie éclipsés par la croissance du parc automobile et par l'augmentation de la distance parcourue chaque année par personne.

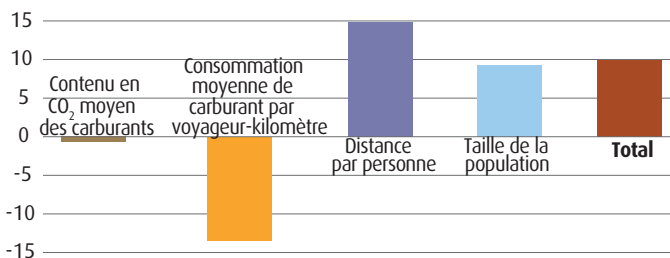
Les émissions de CO₂ par km des véhicules neufs diminuent notablement ces dernières années, notamment en raison de la baisse de la consommation unitaire de carburant (voir page 28). Cependant, l'effet de cette baisse sur les émissions globales est amoindri par le vieillissement du parc automobile français (âge moyen de 8,2 ans en 2007, contre 5,8 en 1990).

Depuis 2004, on observe un infléchissement des émissions de CO₂ des voitures particulières, dû notamment à la stabilisation des déplacements des ménages en voiture particulière et à l'amélioration technique des véhicules.

La circulation des voitures particulières est responsable de 15 % des émissions nationales de CO₂ en 2007.

Facteurs d'évolution des émissions de CO₂ liées aux voitures particulières des ménages entre 1990 et 2007

En % de la quantité totale en 1990



Note : y compris agrocarburants ; hors voitures particulières détenues par des sociétés (entreprises, artisans...) ; France métropolitaine.

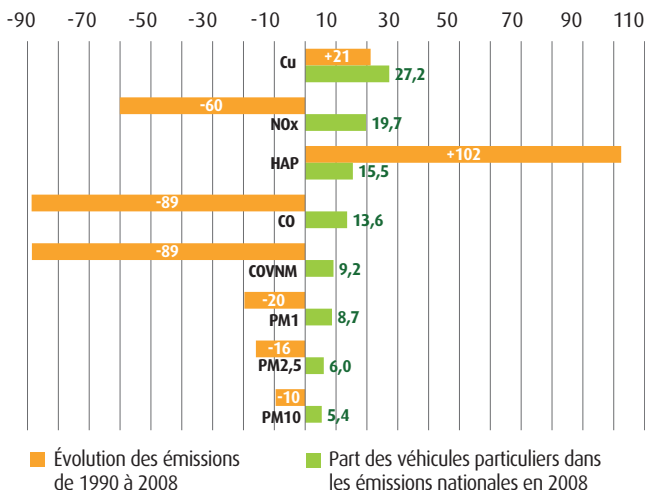
Données issues des comptes d'émissions atmosphériques de type Namea (National Accounting Matrix including Environmental Accounts), établis par le Citepa pour le SOeS. Ces comptes permettent d'analyser les facteurs d'évolution des pressions exercées par les activités économiques sur l'environnement. L'étude porte sur la période 1990-2007.

Source : Citepa – SOeS – Insee.

Les émissions de polluants locaux liées à la circulation des voitures particulières

Part des véhicules particuliers dans les émissions nationales de polluants en 2008 et évolution des émissions depuis 1990

En %



Note : France métropole.

Cu : cuivre ; NOx : oxydes d'azote ; HAP : hydrocarbures aromatiques polycycliques ; CO : monoxyde de carbone ; COVNM : composés organiques volatils non méthaniques ; PM₁, PM_{2,5}, PM₁₀ : particules de diamètre inférieur à 1, 2,5 et 10 microns.

Source : Citepa (rapport Secten 2010).

Analyse

La circulation automobile est une source importante de pollution atmosphérique en milieu urbain. Les polluants proviennent des constituants et de la combustion des carburants, ainsi que de l'abrasion des véhicules (pneus, plaquettes de frein) et de la route.

En 2008, les voitures particulières sont à l'origine de 27 % des émissions de cuivre (Cu), 20 % des émissions nationales d'oxydes d'azote (NOx), 15,5 % des émissions d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et 14 % des émissions de monoxyde de carbone (CO).

Une importante réduction des émissions polluantes dues au trafic automobile est observée depuis 1990. Elle est notamment due à l'application des normes Euro, qui imposent des limites d'émission par kilomètre pour les véhicules neufs vendus en Europe. Ces normes de plus en plus sévères ont conduit à une amélioration du traitement des gaz d'échappement. Les émissions de NOx, de COVNM et de CO ont ainsi beaucoup baissé avec la mise en place des pots catalytiques. Les émissions de particules ont diminué grâce à la mise en place des filtres à particules dans les années 90. Cette baisse est toutefois atténuée du fait de la proportion croissante des véhicules diesel dans le parc. La diésélisation du parc a également entraîné une forte augmentation des émissions de HAP (+ 102 %), particulièrement dangereux pour la santé. Les émissions de cuivre, en augmentation de 21 %, sont entièrement dues à l'usure des plaquettes de freins.

Opinion : la dépendance à la voiture pour les déplacements quotidiens

Lors de vos déplacements quotidiens (travail, études, loisirs, courses) quel facteur vous encouragerait à moins utiliser votre voiture (y compris un véhicule utilitaire), votre moto ou votre scooter ?

	2009 (en %)
De meilleurs transports en commun (proximité, fréquence, sécurité, confort)	26
Une augmentation du coût d'utilisation de votre voiture/deux-roues (entretien, carburant, assurance, stationnement, péage)	12
Des transports en commun moins chers	12
Des pistes cyclables plus nombreuses et plus sûres	7
Aucun des facteurs ci-dessus	30
Sans objet (pas de véhicule ou deux-roues motorisés, pas d'utilisation)	13

Source : Insee (enquête de conjoncture auprès des ménages, novembre 2009).

Là où vous habitez, pensez-vous qu'à l'avenir il sera de plus en plus facile pour vous d'effectuer vos déplacements quotidiens (travail, études, loisirs, courses) sans voiture ?

	2008 (en %)	2009 (en %)
Oui	36	36
Non	59	61
Ne se prononcent pas	5	3

Source : Insee (enquête de conjoncture auprès des ménages, avril 2008 et novembre 2009).

Analyse

Les contradictions qui se nouent autour de la voiture apparaissent avec davantage d'acuité depuis plusieurs années. La voiture est de plus en plus perçue comme une source de nuisances (pollution de l'air, bruit, insécurité, congestion). Cependant, le choix du mode de transport est quasiment indépendant de la sensibilité environnementale des individus.

Pour un ménage sur quatre, seule une amélioration de l'offre en transports en commun en proximité, fréquence, sécurité et confort, pourrait modifier les habitudes quotidiennes de déplacements. Cependant, une majorité des ménages ne parvient pas à imaginer que cette situation évoluera dans l'avenir : ils sont deux sur trois à penser qu'ils ne pourront pas se passer de leur voiture ou d'un véhicule motorisé individuel pour les déplacements quotidiens, faute d'un accès suffisant à d'autres moyens de déplacement.

La dépendance au quotidien vis-à-vis de la voiture est fortement liée à l'étalement urbain et la sectorisation fonctionnelle de l'espace, c'est-à-dire la dissociation spatiale des lieux de vie, de travail, de production, de consommation et de loisirs, qui contribuent à l'organisation des modes de vie.

Cette contrainte structurelle dans les déplacements journaliers, conjuguée à des modifications de pratiques sur des trajets plus longs (croissance de la part du train, voir page 24), semble aller dans le sens d'une stabilisation des déplacements en voiture des ménages depuis le début des années 2000 (voir page 30).

Opinion : l'attention portée à la provenance géographique lors des achats

Lorsque vous achetez vos produits alimentaires (fruits, légumes, viandes), faites-vous attention à la distance parcourue pour leur transport (leur provenance géographique) ?

	2008* (en %)	2009 (en %)
Oui	59	50
Non	40	49
Ne se prononcent pas	1	1

Note : les chiffres de pratiques déclarées sont susceptibles d'être surévalués par rapport aux pratiques effectives des ménages. Cette surestimation peut être due à un mécanisme dit de « désirabilité sociale ». * En 2008, le libellé était : « Lorsque vous achetez vos produits alimentaires (fruits, légumes, viandes), faites-vous attention à leur provenance géographique (c'est-à-dire à la distance parcourue pour leur transport) ? ».

Source : Insee (enquête de conjoncture auprès des ménages, avril 2008 et novembre 2009).

Lorsque vous achetez vos produits non-alimentaires (vêtements, chaussures, meubles), faites-vous attention à la distance parcourue pour leur transport (leur provenance géographique) ?

	2009 (en %)
Oui	45
Non	54
Ne se prononcent pas	1

Note : les chiffres de pratiques déclarées sont susceptibles d'être surévalués par rapport aux pratiques effectives des ménages. Cette surestimation peut être due à un mécanisme dit de « désirabilité sociale ».

Source : Insee (enquête de conjoncture auprès des ménages, novembre 2009).

Analyse

Une part de plus en plus élevée des biens consommés en France est produite dans un autre pays. L'énergie nécessaire à la production et au transport d'un bien importé peut ainsi être supérieure à celle requise pour un bien équivalent produit en France. Dans le domaine alimentaire, la préférence pour des produits locaux et le respect de la saisonnalité des fruits et légumes permettent de limiter ces impacts.

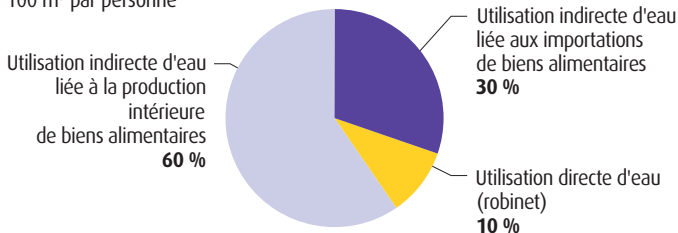
L'invitation faite aux consommateurs par divers acteurs (association de défense de l'environnement et des consommateurs, organismes publics, distributeurs) de prêter attention à la provenance géographique des produits se développe. Environ une personne sur deux déclare faire attention lors des achats à la provenance géographique des produits alimentaires et non-alimentaires. Néanmoins, faute de recul suffisant, il est difficile d'interpréter la baisse de près de 10 points observée entre 2008 et 2009 concernant l'attention à la provenance géographique lors des achats de produits alimentaires.

Un autre indice possible de cette tendance à prendre en compte les impacts environnementaux liés à la provenance géographique est la montée en puissance de l'agriculture de proximité et des circuits courts. Le succès des systèmes de commercialisation directe auprès des producteurs, tels que la vente à la ferme, les marchés « paysans », les paniers bio, les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap) – 1 200 Amap représentant 200 000 consommateurs –, témoignent de ce mouvement, même si d'autres attentes peuvent y être associées (santé, lien social, emploi local). Certains acteurs de l'offre (industriels, distributeurs) font la promotion des circuits courts et commencent à proposer des produits issus de petites exploitations implantées près du lieu de vente.

L'empreinte eau et l'empreinte carbone de l'alimentation des ménages

L'empreinte eau* de l'alimentation des ménages en 2005 : répartition entre effets directs et indirects

100 m³ par personne

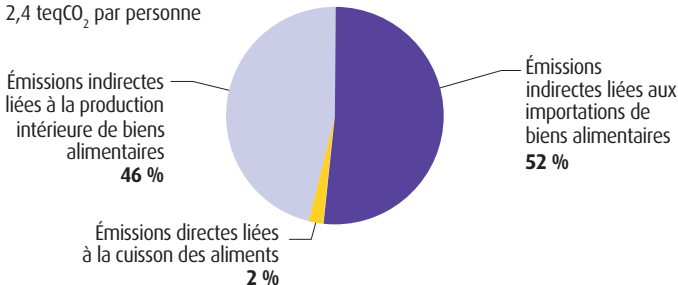


Note : * prélèvements d'eau, y compris l'eau de refroidissement des installations de production d'électricité ; France métropole.

Source : agences de l'Eau – Insee – Irep – SOeS. Traitements : SOeS.

L'empreinte carbone* de l'alimentation des ménages en 2005 : répartition entre effets directs et indirects

2,4 teqCO₂ par personne



Note : * empreinte calculée pour 3 principaux gaz à effet de serre (CO₂, CH₄ et N₂O) ; France métropole.

Source : AIE – Citepa – Eurostat – Insee. Traitements : SOeS.

Définition

D'un point de vue environnemental, l'*empreinte* est un indicateur destiné à caractériser la pression sur l'environnement liée au niveau de vie d'une population, quel que soit l'endroit où elle est exercée. La pression associée à l'alimentation des ménages est examinée ici au travers de son *empreinte eau* (eau prélevée) et de son *empreinte carbone* (ici pour les 3 principaux gaz à effet de serre CO₂, CH₄ et N₂O), calculées pour l'année 2005 (voir pages 8 et 10).

Analyse

L'alimentation représente 18 % des dépenses de consommation des ménages en 2005. Elle est cependant à l'origine de 23 % de l'empreinte eau (100 m³ par personne et par an) et de 27 % de l'empreinte carbone (2,4 teqCO₂ par personne et par an) associée à cette consommation (voir pages 8 et 10).

Que ce soit pour l'utilisation d'eau ou les émissions de gaz à effet de serre, l'empreinte de l'alimentation des ménages résulte principalement de la production des biens alimentaires, aux stades de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire.

L'eau du robinet utilisée par les ménages pour la boisson, la préparation des repas ou la vaisselle, représente 10 % de l'ensemble de l'eau mobilisée pour l'alimentation. Les 90 % restants le sont pour la production des biens alimentaires, qu'ils soient produits en France (pour 60 % de l'empreinte) ou bien à l'étranger (30 % de l'empreinte).

L'utilisation de combustibles par les ménages pour la cuisson des aliments est responsable de 2 % de l'ensemble de l'empreinte carbone associée à l'alimentation. La production de biens alimentaires est à l'origine des 98 % restants, répartis à part presque égales entre les importations et la production intérieure.

La consommation de produits alimentaires issus de l'agriculture biologique

Évolution des ventes de produits alimentaires biologiques

En millions d'euros

Chiffres d'affaires de la filière bio	2005	2009
Grandes surfaces alimentaires	619	1 358
Distribution spécialisée bio en réseau	359	805
Distribution spécialisée bio indépendante	230	364
Artisans-commerçants et surgelés	71	152
Vente directe (exploitants agricoles)	285	362
Total	1 564	3 041
Consommation alimentaire des ménages	147 020	163 100
Part des produits bio (en %)	1,1	1,9

Source : Agence Bio – Insee.

Définition

La production biologique et l'étiquetage des produits biologiques sont régis par une réglementation européenne applicable par tous les États membres (règlement européen n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007) et complétée par des dispositions nationales supplémentaires. L'agriculture biologique garantit une qualité des produits alimentaires attachée à un mode de production respectueux de l'environnement et du bien-être animal. Elle exclut l'usage des produits chimiques de synthèse, des OGM et des dérivés d'OGM et des traitements ionisants.

Analyse

En 2009, les ventes de produits alimentaires issus de l'agriculture biologique sont évaluées à 3 milliards d'euros en France, en hausse de 19 % par rapport à 2008. La part des produits biologiques atteint 1,9 % du marché alimentaire, contre 1,1 % en 2005.

Les consommateurs déclarent manger des produits bio à 95 % pour préserver leur santé, à 94 % pour préserver l'environnement et à 87 % pour la qualité et le goût des produits (baromètre Agence Bio 2009).

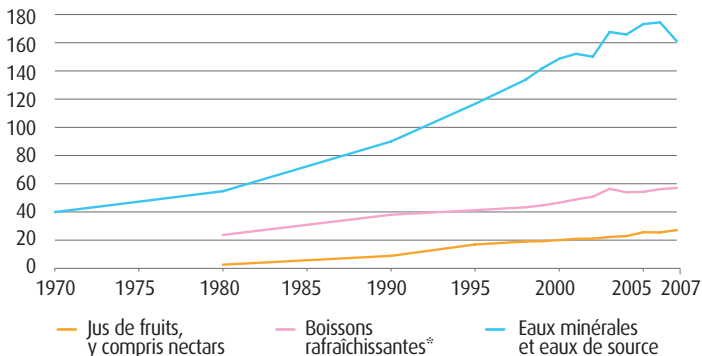
En valeur, le lait, les produits laitiers et les œufs sont en tête des produits bio les plus consommés (22 %), suivis par les produits d'épicerie sucrée et salée (19 %), les fruits et légumes (17 %), le pain et la farine (11 %), les viandes rouges et blanches et la charcuterie-salaison (11 %) et le vin (10 %).

L'offre française étant insuffisante, la demande intérieure grandissante de produits bio entraîne un recours croissant aux importations et entraîne donc des émissions de gaz à effet de serre supplémentaires pour leur transport. Ainsi, 30 % en moyenne des produits bio consommés en France sont importés. Cette part atteint 75 % pour les jus de fruits, 60 % pour les fruits et légumes et les produits d'épicerie sèche. Plus du tiers des importations sont des produits exotiques : agrumes, café, thé, cacao... L'agriculture biologique représente 2,5 % de la surface agricole française en 2009 (l'objectif du Grenelle est de 6 % en 2012), contre 8 % à l'échelle européenne, 17 % en Italie, 14 % en Allemagne et 12 % en Espagne.

La consommation de boissons conditionnées

Consommation d'eau et de boissons non alcoolisées conditionnées

En litres par habitant et par an



Note : données 2007 provisoires, données 2000 à 2005 révisées ; boissons conditionnées : bouteilles, briques, cannettes... ; données 1970 non disponibles pour les jus de fruits et les boissons rafraîchissantes ; * boissons gazeuses et plates ; 1980 : uniquement boissons gazeuses.

Source : Insee (Comptes nationaux, base 2000).

Analyse

Par ses conséquences en termes de transports, matières premières et déchets, la consommation de boissons conditionnées est un exemple significatif de l'évolution des modes de consommation alimentaire et de leurs impacts sur l'environnement.

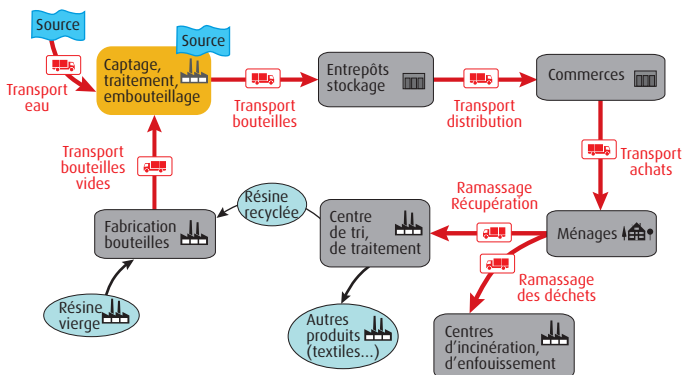
La consommation d'eau en bouteille par habitant a augmenté en France, passant de 40 litres par personne en 1970 à 173 litres par personne en 2005. Elle enregistre cependant un recul en 2007 (- 7,7 %) pour atteindre 160 litres par personne. Environ 40 % des personnes déclarent ne pas boire l'eau du robinet, principalement en raison de son goût, de sa dureté et du risque sanitaire. La consommation de boissons

rafraîchissantes et de jus de fruits progresse et s'élève à environ 85 litres par habitant en 2007, se substituant en partie à celle de l'eau en bouteille.

La consommation de boissons conditionnées entraîne des pressions accrues sur l'environnement. La production et le transport des bouteilles sont fortement consommateurs d'hydrocarbures et émetteurs de gaz à effet de serre. Le parcours moyen de l'eau en bouteille est ainsi estimé à 300 km.

Outre la consommation de matières premières non renouvelables, ces emballages, majoritairement en plastique, sont également générateurs de déchets ménagers et d'émissions polluantes dans l'air qu'il faut traiter lors de leur incinération. Bien que recyclables, seule la moitié des bouteilles plastiques est triée par les ménages et effectivement recyclée. Le reste est orienté pour moitié en incinérateur et pour moitié en centre d'enfouissement. Selon l'Ademe, les 5,8 milliards de bouteilles d'eau utilisées en 2006 ont généré 252 000 tonnes de déchets d'emballage en plastique, auxquels s'ajoutent les palettes, cartons, films plastiques...

Le cycle de vie de l'eau en bouteille plastique

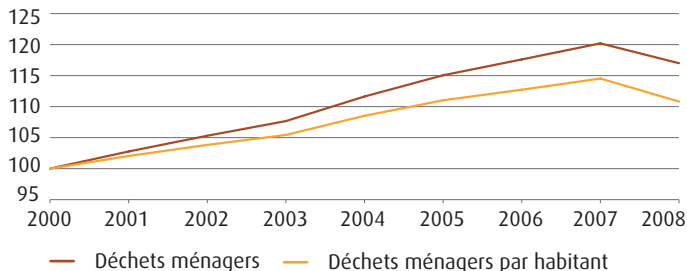


Source : SOeS, d'après www.ecosynthese.com.

La production et la composition des déchets des ménages

Déchets ménagers produits depuis 2000

En indice base 100 en 2000

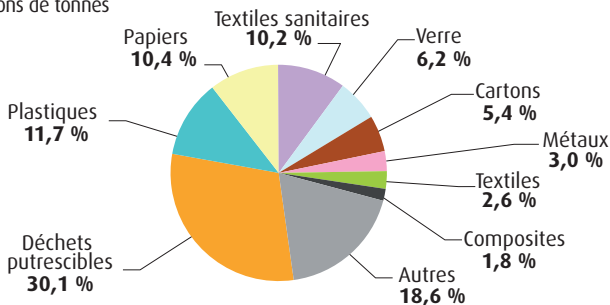


Note : en 2008, déchets ménagers = 29,5 millions de tonnes, déchets ménagers par habitant = 459 kg.

Source : SOeS - Ademe.

Composition des ordures ménagères en mélange* des ménages en 2007

16 millions de tonnes



Note : * contenu de la poubelle ordinaire ; France métropole.

Source : Ademe.

Analyse

La quantité de *déchets produits par les ménages* a augmenté de 20 % depuis 2000, pour atteindre 29,5 millions de tonnes en 2008, soit 459 kg par habitant. La production de déchets ménagers évolue parallèlement à la consommation. Elle est également fortement liée à l'évolution des modes de collecte. La croissance des tonnages collectés s'explique en partie par l'augmentation du parc de déchèteries (4 500 en 2008, contre 2 800 en 2000) et par le développement des collectes séparatives. À l'inverse, les quantités d'ordures ménagères collectées en mélange tendent à diminuer.

En quinze ans, la composition des ordures ménagères a substantiellement changé, faisant notamment apparaître une plus grande quantité de déchets plastiques et de textiles sanitaires. La poubelle des ménages contient par ailleurs une part importante de déchets putrescibles (30 % en 2007), de papiers cartons (16 %), de verre (6 %), et de métaux (3 %) qui pourraient en partie être valorisés.

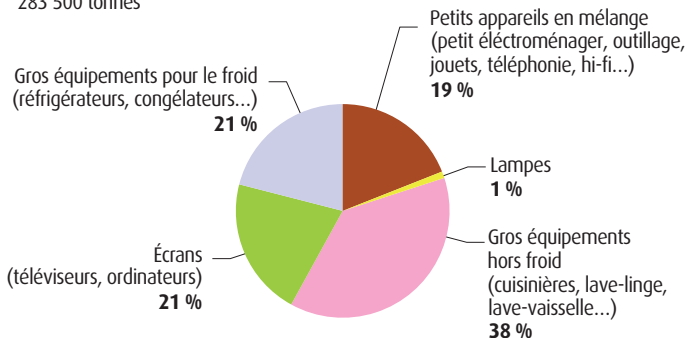
Définition

Les *déchets produits par les ménages* comprennent les ordures en mélange (poubelle ordinaire), toutes les collectes séparatives (verre, plastiques, papiers-cartons, déchets verts, encombrants) et les apports en déchèteries. La production de déchets par les ménages est estimée à partir d'enquêtes réalisées par l'Ademe sur les déchets municipaux. Celles-ci permettent de connaître les tonnages, la composition des déchets municipaux, et la part des ménages dans l'ensemble des déchets collectés par le service public.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) produits par les ménages

Répartition des quantités de DEEE collectées en 2008, par catégorie d'équipement

283 500 tonnes

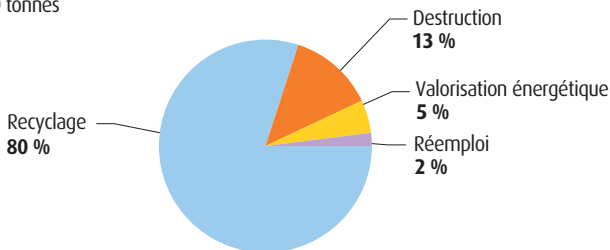


Note : France métropole et Dom.

Source : Ademe.

Répartition des quantités de DEEE traitées en 2008 par mode de traitement

273 500 tonnes



Note : France métropole et Dom.

Source : Ademe.

Analyse

Selon l'Ademe, les ménages ont produit environ 1,3 million de tonnes de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) en 2008, soit près de 20 kg par habitant. Ces déchets ne représentent qu'environ 5 % des déchets des ménages, mais sont en forte augmentation (+ 3 % par an). Leur mélange aux ordures ménagères présente des risques pour l'environnement et la santé, car ils contiennent des substances dangereuses ou toxiques, qui peuvent être rejetées lors de leur mise en décharge ou leur incinération.

La filière de traitement des DEEE est réglementée depuis 2006 sur le principe de la responsabilité élargie des producteurs, par le biais des éco-organismes. Seule une partie de ces déchets est collectée sélectivement en déchèteries par apport volontaire des ménages, ou récupérée lors de l'achat d'un matériel neuf. En 2008, 283 500 tonnes de DEEE ménagers ont été collectées, soit 4,5 kg par habitant.

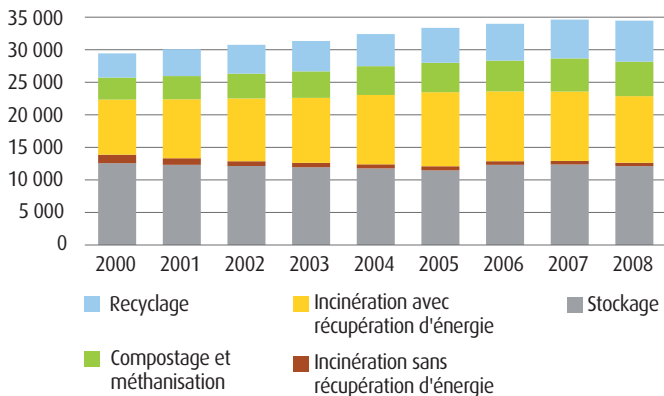
Sur les 273 500 tonnes traitées, une majeure partie est orientée vers le recyclage (80 %). Les gros appareils ménagers représentent 59 % des quantités traitées. 43 000 tonnes ont été orientées vers des structures de réemploi, permettant de prolonger la durée de vie de 4 715 tonnes d'appareils ménagers.

Si l'objectif européen de 4 kg par habitant et par an de DEEE ménagers collectés est atteint, les quantités collectées restent faibles au regard des tonnages mis sur le marché (1,5 million de tonnes, soit environ 8,6 équipements par habitant). Le développement significatif des ventes d'équipements électriques et électroniques observé au cours des deux dernières décennies laisse présager un accroissement inéluctable du gisement de DEEE dans les années à venir.

Le traitement des déchets ménagers et assimilés

Traitements des déchets ménagers et assimilés

En milliers de tonnes



Note : données 2008 provisoires ; hors déblais et gravats ; Dom inclus.

Source : Ademe.

Marges de progrès en matière de prévention de la production de déchets ménagers

Actions	Types de déchets	Réduction potentielle (En kg/hab/an)
Compostage domestique	Déchets alimentaires	99,6
	Déchets de jardin	14,9
Gestes anti-gaspillages	Produits alimentaires non consommés	7,0
Stop pub	Imprimés publicitaires	19,7
Limitation des impressions	Papiers bureautiques	8,9
Collecte séparative	Déchets dangereux	2,8
	Total	152,9

Note de lecture : par des actions de prévention ciblées sur les déchets de jardin (compostage), 14,9 kg par habitant et par an pourraient être évités (année de référence 2007).

Source : Ademe.

Analyse

La production de *déchets ménagers et assimilés* est estimée à 34,5 millions de tonnes en 2008, soit 537 kg par habitant (hors déblais et gravats).

L'évolution des équipements, mais aussi des comportements des ménages, a permis de réduire la part des déchets ménagers et assimilés admis en centres de stockage (décharge). De 50 % des tonnages au milieu des années 90, cette proportion a décliné pour atteindre 43 % en 2000, puis 35 % en 2008.

La valorisation par recyclage, valorisation énergétique ou organique (compostage, méthanisation) a progressé et représente 63,5 % des tonnages traités en 2008, contre 53 % en 2000. La part des déchets incinérés avec récupération d'énergie est stable autour de 30 % sur la période. La proportion de déchets recyclés a augmenté, de 12,5 % en 2000 à 18 % en 2008, en raison du développement du tri et de la collecte sélective et de l'ouverture de nombreuses déchèteries depuis le début des années 2000.

Néanmoins, des efforts de prévention restent à réaliser pour réduire la production de déchets et limiter les pressions sur l'environnement. Ainsi la généralisation du compostage domestique pourrait permettre, selon l'Ademe, d'éviter 100 kg de déchets alimentaires et 15 kg de déchets de jardin par habitant et par an. Au total, c'est une marge de progrès de plus de 150 kg par habitant et par an, soit un tiers des déchets ménagers produits (voir page 44), qui pourrait être obtenue par la mise en place de mesures de prévention efficaces.

Définition

Les *déchets ménagers et assimilés* sont les déchets dont la gestion est de la responsabilité des communes ou de leurs groupements. Ils comprennent les déchets des ménages ainsi que les déchets des petites entreprises (artisans-commerçants...).

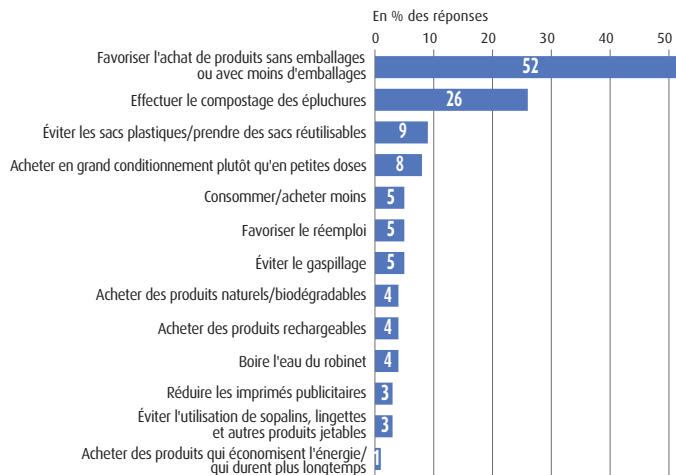
Opinion : l'attention portée aux déchets lors des achats

Lorsque vous achetez certains produits, faites-vous attention à la quantité de déchets que cela implique ?

	2008 (En %)	2009 (En %)
Oui	42	44
Non	57	55
Ne se prononcent pas	2	1

Source : Insee (enquête de conjoncture auprès des ménages, avril 2008 et novembre 2009).

Pourriez-vous citer des gestes ou des actions qui permettent de réduire la quantité de déchets ménagers ? (question ouverte - réponses spontanées)



Source : Ademe (enquête Ifop sur la sensibilité des Français à la prévention des déchets, janvier 2009).

Analyse

Parallèlement à la généralisation du tri sélectif des déchets ménagers, la réduction des déchets à la source constitue un objectif prioritaire dans les politiques publiques visant à une gestion plus soutenable des ressources naturelles. En privilégiant dans leurs achats les biens produisant le moins de déchets, les consommateurs disposent à la fois d'une capacité de réduction de leurs déchets mais aussi d'une influence sur l'offre qui leur est proposée.

La traduction de ces préoccupations dans les gestes quotidiens des ménages reste cependant à confirmer : selon l'Insee, moins d'un Français sur deux déclare en 2009 faire attention à la quantité de déchets lors de ses achats.

Selon l'Ademe, l'achat de produits moins ou non emballés est perçu par les ménages comme le premier moyen de réduire la quantité de déchets ménagers (52 % des réponses). Acheter des produits économisant l'énergie/durant plus longtemps ne fait l'objet que de 1 % des réponses. De « nouvelles » actions sont mentionnées au même niveau que l'achat de produits naturels/biodégradables (4 %) : consommer/acheter moins (5 %), favoriser le réemploi (5 %).

L'attention portée par les ménages aux emballages des produits qu'ils achètent est confirmée par une enquête du Credoc (Conditions de vie et aspirations des Français). En 2010, la moitié des Français déclarent y être assez ou très attentifs contre 41 % en 2003. Cette proportion est plus élevée chez les personnes déclarant également trier souvent ou systématiquement leurs déchets.

Note : les chiffres de pratiques déclarées sont susceptibles d'être surévalués par rapport aux pratiques effectives des ménages. Cette surestimation peut être due à un mécanisme dit de « désirabilité sociale ».

Sigles et liens utiles

Ademe

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
www.ademe.fr

AEE

Agence européenne pour l'environnement
www.eea.europa.eu

Agence Bio

www.agencebio.org

AIE

Agence internationale de l'énergie
www.iea.org

Ceren

Centre d'études et de recherches économiques sur l'énergie
www.ceren.fr

Citepa

Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique
www.citepa.org

Eurostat

Office statistique de l'Union européenne
<http://epp.eurostat.ec.europa.eu>

FP2E

Fédération professionnelle des entreprises de l'eau
www.fp2e.org

IGN

Institut géographique national
www.ign.fr

Ineris

Institut national de l'environnement industriel et des risques
www.ineris.fr

Inrets

Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité
www.inrets.fr

Insee

Institut national de la statistique et des études économiques
www.insee.fr

Irep

Registre français des émissions polluantes
www.irep.ecologie.gouv.fr

MEDDTL

Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement
www.developpement-durable.gouv.fr

Onema

Office national de l'eau et des milieux aquatiques
www.onema.fr

SOeS

Service de l'observation et des statistiques du ministère chargé du Développement durable
www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr

SSP

Service de la statistique et de la prospective du ministère chargé de l'Agriculture et de la Pêche
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergies et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

Présent pour l'avenir

Commissariat général
au développement durable
Service de l'observation
et des statistiques
Tour Voltaire
92055 La Défense cedex
mél : diffusion.soes.cgdd@developpement-
durable.gouv.fr
Fax : 33 (0) 1 40 81 13 30